

Publié le 12 novembre 2020

## Élections américaines : l'avenir de l'Occident se jouera le 10 décembre

***Au sujet des élections américaines, vous pensez, vous croyez que vous savez. Eh bien !, trompé par la presse «main stream», vous ne savez pas ! Prenez la peine de lire cet article de notre nouveau collaborateur, François Martin, vous comprendrez que les élections américaines ne signifient pas le renvoi populaire d'un clown et l'entrée en grâce d'un sage. Les sondages se sont trompés, mais la presse internationale également !***

Il ne faut pas se tromper d'analyse. L'élection américaine, qui se décidera le 10 décembre sur le tapis vert, après la fin des recours, ne consacrera pas la victoire de Biden ou de Trump, deux personnages aux styles si différents. Elle décidera d'un modèle de société dominant, pour le pays et pour le monde, pour de nombreuses années.

Aujourd'hui, une semaine à peine après le scrutin de l'élection américaine, et même si les médias ont déclaré Joe Biden vainqueur, le moins que l'on puisse dire est que l'élection n'est pas jouée. Le camp Trump a déposé des recours dans nombre d'États où les décomptes sont considérés comme litigieux, soit que la différence de voix entre les candidats soit très faible (ce qui autorise un recomptage), soit que les risques de fraude apparaissent comme crédibles.

### Une fraude massive ?

Malgré ce qu'ont affirmé les démocrates, qui ont tenté de balayer ces accusations de fraude, que Trump profère depuis des mois, il est parfaitement légitime de se poser cette question. D'abord, parce que cette fois-ci, sur un total de 147 millions de votes, plus de 100 millions ont été exprimés par anticipation (dont 65 millions par la Poste), ce qui est énorme. Par comparaison, en 2016, sur un total de 139 millions de votes, seulement 33 millions avaient été des votes par correspondance.

Par ailleurs, histoire de rendre les choses encore moins claires, tous les États n'ont pas les mêmes règles pour dépouiller ces votes anticipés. Certains (comme l'Arizona, le Colorado, la Floride, la Géorgie, l'Iowa, le Minnesota, le Nevada, la Caroline du Nord, l'Ohio et le Texas) ont pu les traiter avant le 3 novembre. Mais de nombreux autres, et notamment les «*swing states*<sup>1</sup>» du Michigan, du Wisconsin et de la Pennsylvanie, ont dû attendre cette date pour commencer à compter les bulletins déjà reçus. Et, pire encore, une vingtaine d'États acceptent les bulletins jusqu'à 10 jours après la date du scrutin, à condition que le cachet de la Poste montre qu'ils ont été envoyés avant le 4 novembre...

---

1 - Dans le contexte de l'élection présidentielle aux États-Unis, un *swing state* (également appelé État-charnière ou État pivot), est un État qui «balance» entre les démocrates et les républicains, et qui peut donc, d'un scrutin à l'autre, changer de camp entre les deux partis dominants et faire basculer le résultat du vote final.

En tout état de cause, chacun sait que, dans cette situation très compliquée, rien ne sera fixé avant le 10 décembre, jour où les tribunaux étatiques et/ou fédéraux rendront leur verdict.

Pourtant, et c'est cela qui est le plus étonnant, on assiste, de la part du camp démocrate, à l'une des opérations de communication les plus extraordinaires qu'il soit possible d'observer, visant tout à la fois à présenter déjà Biden comme le vainqueur incontestable (comme si le système judiciaire n'existait pas !) et, parallèlement, à faire passer Trump pour un «*loser*» qui s'accroche, envers et contre tout, et qui refuse sa défaite. De nombreux observateurs s'y laissent prendre. Or cette façon de faire des démocrates et de la presse acquise à Joe Biden, consistant à préempter la victoire par-dessus la tête des juges, n'est pas nouvelle.

Déjà, en 2000, la majorité des journaux avaient annoncé Al Gore comme le futur Président, avant que les juges n'inversent le scrutin, à cause de la difficulté extrême du recomptage de Floride, et ne proclament Bush vainqueur de cet État et de tout le pays. De même, en 2016, certains journaux avaient annoncé la victoire d'Hillary Clinton avant même les comptages finaux, et avaient dû retirer leurs livraisons... Mais c'est la première fois que cette «campagne de com'», très bien orchestrée il faut le dire, prend une telle ampleur, jusqu'à solliciter même les chefs d'États du Canada et de l'Europe.

## **L'affrontement de deux camps**

On se souvient qu'en 2000, Bush avait admis sa défaite, avant de se raviser, puis Al Gore l'avait acceptée à son tour, sans difficultés. On peut douter, cette fois-ci, que Biden ou Trump feront de même s'ils perdent en fin de course, et c'est bien cela qui est le plus marquant (et nouveau) de cette campagne et de cette période : la violence de l'*affrontement* des deux camps.

Ce qui est la cause de cette violence, ce n'est pas, comme on le répète à l'envi, la «brutalité» intrinsèque du caractère de Trump, un homme présenté comme raciste et misogyne, qui parviendrait ainsi à monter toute l'opinion contre lui, mis à part ses partisans «fanatisés», ni non plus la «faillite de la démocratie» (parce que, toujours selon les tenants de cette thèse, ce serait uniquement Trump qui chercherait à la détourner...). Ce n'est pas la vérité. C'est le «*story telling*» démocrate. Et cela ne résiste guère à l'analyse.

D'abord, alors que la presse progressiste l'a décrit depuis le début de son mandat comme un «affreux suprémaciste» arrivé à la tête du pays par une sorte d'accident de l'Histoire et en s'étant appuyé en permanence sur la haine et le racisme des «petits blancs» vis-à-vis des autres, l'analyse des votes de Trump montre cette fois-ci le contraire :

Il n'y a pas eu de «vague bleue» contre lui. S'il n'a pas «attiré la haine» (sauf à écouter ses adversaires), c'est qu'il ne l'a pas sollicitée non plus... Ensuite, il a consolidé ses positions tant chez les noirs (12 % au lieu de 8 % en 2016) que chez les Latinos (32 % au lieu de 28 % en 2016) et même chez les femmes (43 % au lieu de 39 % en 2016). S'il a probablement joué lors de sa première élection sur le réveil de la «fierté blanche» humiliée, ce n'est pas cette politique qu'il a appliquée par la suite. Il a au contraire, épousant ainsi le vieux et classique schéma marxiste «riches contre pauvres», tenté de combler le fossé social par une politique économique de baisse des impôts et des taxes internes, de protection des frontières, de réindustrialisation, et de lutte contre le

chômage, qui a porté ses fruits et profité à tous les Américains, toutes origines ethniques confondues. De même, il a fait passer une loi en faveur des noirs incarcérés qui a fait baisser considérablement le taux de récidive.

Loin de l'image que l'on colporte de lui, et quel que soit son style, Trump apparaît ainsi comme un dirigeant plutôt «unificateur», qui n'a pas joué sur les différences ethniques. À l'inverse, ce sont bien les démocrates qui n'ont cessé de cliver les choses, avec l'appui permanent de la presse, pendant ses quatre ans de présidence : accusations récurrentes de promouvoir la haine, encouragement à la sédition du mouvement Black Lives Matter, tout cela dans le but d'entretenir les divisions entre Américains.

Vision plutôt classique et «marxiste» (mais pragmatique) pour Trump, approche clairement idéologique, «identitaire» (ce qui veut dire raciste !) et «révolutionnaire» pour son adversaire, c'est cela la vérité. Et force est de constater que le camp Biden s'est largement trompé en faisant ce choix-là (qu'il a poussé jusqu'au bout avec son aval aux émeutiers noirs), puisque le raz de marée espéré ne s'est pas produit. Le peuple américain, globalement, n'y a pas adhéré. Mais les démocrates avaient-ils une autre option, à partir du moment où Trump avait, depuis le début, préempté le vote des pauvres, leur électorat traditionnel, mais qu'ils avaient oublié ? Après sa défaite cuisante de 2016, ce parti s'est rapidement «gauchisé», et s'est mis sous la coupe de ses «ultras», Bernie Sanders et Elisabeth Warren en tête.

## La sécession des élites

Aujourd'hui encore, il est remarquable de constater que le camp républicain, dans l'attente des résultats définitifs, se comporte très bien, sans débordements aucuns, alors qu'on peut imaginer comment le camp adverse pousserait à nouveau ses troupes à la sédition, comme il l'a déjà montré pendant la campagne, en cas d'invalidation du vote...

Biden n'a donc pas «déjà gagné». Trump n'est pas le raciste et le boutefeu que l'on a dit. Les conditions sont favorables pour qu'il y ait fraude, et Trump est dans son droit lorsqu'il conteste les résultats. Ce que l'on observe ne correspond pas au «*story telling*». Et malgré cela, celui-ci continue à être asséné sans nuances, encore et encore, partout dans le monde, avec la plus grande mauvaise foi et la plus grande brutalité. Pourquoi ? C'est bien cela qui est inquiétant dans cette affaire. C'est cela la question importante, à laquelle il faut répondre.

On se rend bien compte qu'on est arrivé aux limites du système démocratique américain. Mais ce n'est pas le système démocratique lui-même qui est en cause. Il n'est que le révélateur d'un mal beaucoup plus profond. Le problème, c'est la *guerre sociale*. Une guerre qui oppose, depuis les années 1960, deux conceptions du monde, deux populations, deux «civilisations» :

D'un côté, essentiellement sur les côtes est et ouest, des «profiteurs» de la mondialisation, partisans d'un système libéral et libertaire sans frontières. Cette «sécession des élites» a été théorisée, dès les années 1990, par Christopher Lasch<sup>2</sup>. Elle n'a fait qu'augmenter. Pour ces personnes, des bourgeois citadins pour la plupart, le patriotisme, la culture traditionnelle, la famille, tout ce qui fait le «fond» d'une nation, sont des «non-valeurs», si ce n'est des menaces. Peu leur chaut que les produits et

---

2 - Christopher LASCH, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Champs essais, 1995.

services qu'ils utilisent soient fabriqués en Chine, et que le «pays profond» soit un désert industriel, un simple «*flyover country*» (un pays au-dessus duquel passent les avions qui se déplacent d'une côte à l'autre).

Ces élites tiennent les universités, les médias, le *show biz* et les grandes entreprises, où ils ont imposé leur idéologie «inclusive» (on a vu qu'il n'y a pas plus «exclusif» que cette idéologie-là !). Les lobbies radicaux, noirs, féministes et LGBT, y sont dominants, et les noirs pauvres, une population sur le déclin depuis longtemps, sont plus un alibi qu'une véritable force politique, sauf lorsqu'elle est instrumentalisée jusqu'à la nausée, comme on l'a vu avec le mouvement Black Lives Matter. La presse joue évidemment un rôle majeur dans ce «combat des riches». Elle est davantage aujourd'hui, comme chacun l'a remarqué, un instrument de propagande que d'information. Ces élites se retrouvent aussi dans l'administration, ce que l'on appelle «l'État profond».

Ce mouvement est devenu, avec le temps, une force politique extrêmement puissante, appuyée par les GAFAM, YouTube et Twitter, et par des financiers très riches et influents, comme Bill Gates ou George Soros. Très peu de choses aujourd'hui leur résistent. Comme en Europe de l'Est à la fin du système soviétique, ces nomenklaturistes matérialistes, qui n'ont cessé de prospérer avec l'ouverture au monde, sont arc-boutés pour défendre leur position dominante. Ils sont prêts à tout : pression, mensonge, violence, déni démocratique (puisqu'ils tendent même à effacer le rôle des juges). Ils iront jusqu'au bout pour conserver leur avantage.

## **L'Amérique profonde ne veut pas mourir**

De l'autre, une «Amérique profonde», modeste et spiritualiste, qui ne veut pas mourir. Pas forcément «blanche», (puisqu'un tiers des Latinos, par exemple, ont voté pour Trump), elle croit aux valeurs traditionnelles de l'Amérique, à la grandeur de la Nation, à la famille, au travail. Trump a su donner en 2016 une traduction politique aux attentes et aux frustrations de ces électeurs. S'ils le suivent encore, c'est d'une part parce qu'il a été capable de «desserrer l'étau» politique et économique que leur avaient imposé ses prédécesseurs (puisqu'ils avaient tous fait, peu ou prou, une même politique «mondialiste»), et aussi parce qu'il représente bien plus qu'un *leader*. Il est pour eux le *libérateur* d'un système de domination.

Cette «fracture sociale» américaine n'a cessé de se creuser depuis soixante ans, et personne jusqu'ici n'avait rien fait, véritablement, pour la résorber. On arrive aujourd'hui au bout de cette logique. Ces deux mondes que tout oppose doivent maintenant «vider leur querelle», soit que les «mondialistes» renvoient leurs opposants pour longtemps dans le ghetto du «*flyover country*», soit au contraire que les «nationalistes» aient finalement «la peau» du système nomenklaturiste qui les aliène depuis trop longtemps.

Lorsque le 10 décembre, les juges rendront leur verdict, ils ne consacreront pas la victoire de l'un ou de l'autre, entre deux hommes au style totalement différent. Bien plus que cela, ce dont ils décideront, c'est du *modèle politique* dans lequel l'Amérique vivra pour les prochaines années. C'est la question du rôle véritable de l'État, celle de la reprise en main de son destin par le «peuple profond» et celle du pouvoir dominateur des élites et des médias qui vont devoir être tranchées. Comme à l'époque soviétique, c'est la fin – ou non – d'un système oligarchique surpuissant qui se

joue. Et les conséquences pour le reste du monde «libre» en seront majeures, parce qu'il montrera si, oui ou non, la domination progressiste peut être vaincue simplement par les urnes.

Véritablement, c'est un moment d'Histoire, une Histoire *tragique*, auquel nous allons assister.

François Martin

*Diplômé de l'Essec et de l'EMBA d'HEC, auditeur de l'IHEDN et de l'INHESJ, François Martin a fait toute sa carrière professionnelle dans le commerce international de l'alimentaire, dans plus de 100 pays. Passionné par les questions géopolitiques, il préside depuis 15 ans le Club HEC Géostratégies. Il a publié plusieurs ouvrages, ainsi que de nombreux articles, notamment dans Valeurs actuelles et sur Causeur. Conseiller Municipal de Mareil-sur -Mauldre (78), il est membre fondateur du Fonds de recherche Amitié Politique et Directeur des Études du parti VIA-La Voie du Peuple.*

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)